METROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE
NOTE DE SYNTHESE RELATIVE AU RAPPORT
AU CONSEIL DE TERRITOIRE

APPROBATION D'UN PROTOCOLE TRANSACTIONNEL CONCLU AVEC LA SOCIÉTÉ DG SERVICES, DÉLÉGATAIRE DE SERVICE PUBLIC EN CHARGE DE L'AVITAILLEMENT ET DU CARÉNAGE DU PORT DE CARRY LE ROUET,

Par convention de délégation de service public n°13/131, l'exploitation des services d'avitaillement, de grutage et de carénage du port de plaisance de Carry Le Rouet ont été délégués la société DG SERVICES. Le contrat a pris effet le 29 juillet 2013 pour une durée de 6 ans.

Dès le mois de novembre 2013 des éléments extérieurs au contrat ont perturbé sa bonne exécution.

A l'automne 2013, la Direction des ports a constaté que le quai d'avitaillement servant également de support à la grue pour la manutention des bateaux était fissuré. Ainsi, à compter du 1er novembre 2013, des zones de sécurité ont dû être mises en place et ont gêné l'exploitation.

Par la suite, des travaux non prévus au contrat ont été entrepris pour rénover le quai, suivis par les travaux de mises aux normes de l'aire de carénage quant à eux prévus au contrat.

Pour la bonne réalisation de ces chantiers, l'exploitation a dû être arrêtée du 1er janvier 2015 au 1er juin 2016, arrêt non prévu par le contrat. L'avenant n°1 au contrat a acté ces difficultés de fonctionnement et partant l'impact sur les redevances.

La société DG Services a sollicité une indemnisation pour le préjudice qu'elle a subi du fait de l'arrêt de l'exploitation.

Compte tenu de l'existence du préjudice, il a été proposé de régler ce litige dans le cadre d'un protocole transactionnel en application des dispositions des articles 2044 et suivants du Code Civil. Cette transaction a autorité de chose jugée au sens de l'article 2052 du Code Civil ; elle règle définitivement le différend né de la situation qui y est visée.

Des négociations ont donc été menées avec la société DG Service.

Par courrier en date du 08 août 2016, le conseil de la société fait part d'une perte de chiffre d'affaires de 362K€ et de frais supplémentaires engagés pour créer une autre activité pendant l'arrêt de l'exploitation d'un montant de 53K€.

Le montant de l'indemnité ne pouvant être fondé sur le chiffre d'affaires, la Métropole Aix-Marseille Provence a proposé, à la suite de négociations une indemnisation d'un montant de 30 K€ que la société DG Service a accepté. (courriers en date des 24 et 31 octobre 2016).